

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DE/2004/04/1643

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par Mme Françoise GIEL

☎ : 02 32.76 53 96

☎ : 02 32.76 54.60

✉ : Francoise.GIEL@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 19 AVR. 2004

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur

ARRETE

ISOVER SAINT GOBAIN SA SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

Objet : Prescriptions complémentaires suite à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 et aux conclusions des études de risques

VU :

Le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511.1 et suivants,

Le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature provenant d'une installation classée soumise à autorisation,

L'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale,

Les différents arrêtés préfectoraux réglementant le site ISOVER SAINT GOBAIN à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY et notamment l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001,

La lettre préfectorale du 29 juillet 2003 actant la cessation d'exploitation de l'activité d'application par pulvérisation de colle silicate,

La lettre préfectorale du 12 avril 2002 confirmant que les valeurs limites de rejet en concentration en sortie de la cheminée « environnement » ne sont pas à ramener à un pourcentage donné en oxygène sur gaz sec, contrairement à celles en sortie de la cheminée « cubilot »,

Le rapport de l'inspection des installations classées du 21 janvier 2004,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 10 février 2004,

CONSIDERANT:

Que l'usine de fabrication de laine de roche exploitée par la société ISOVER SAINT GOBAIN est dûment réglementée au regard de la législation sur les installations classées notamment par l'arrêté susvisé du 10 décembre 2001,

Que l'arrêté ministériel précité du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale étant applicable à l'établissement ISOVER SAINT GOBAIN :

➤ il appartient à l'exploitant de remettre un bilan des eaux de refroidissement afin d'identifier les sources possibles d'amélioration et de réaliser une mesure en permanence des émissions d'oxydes de soufre ou un bilan matière mensuel,

➤ il convient de fixer une limite à la moyenne mensuelle du débit journalier ainsi qu'une valeur limite instantanée,

➤ si la durée cumulée maximale d'indisponibilité des unités de traitement des effluents rejetés dans l'atmosphère excède 250 heures par an, l'industriel devra prendre les dispositions nécessaires à la réduction de la pollution émise et réaliser une évaluation des polluants rejetés,

Qu'au regard des conclusions des études de risques, l'exploitant doit prendre les mesures suivantes : parfaire la sécurité au niveau des cheminées en toiture et de la cuve d'oxygène, réaliser une étude technico économique sur la réduction du risque d'incendie sur les cuves d'asphaltes et la limitation de ses conséquences, dresser un mur coupe feu du côté du magasin emballage au niveau du stockage d'huile et élaborer une étude technico économique en vue d'évaluer l'opportunité de mettre en place des détecteurs de gaz au niveau du local de détente de gaz,

Qu'il convient d'acter ces différentes dispositions en application de l'article 18 du décret susvisé du 21 septembre 1977,

ARRETE

Article 1 :

La société ISOVER SAINT GOBAIN est tenue de respecter les prescriptions ci annexées pour l'exploitation de son site de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

En outre l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – parties législatives et réglementaires – du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services incendie et secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaires d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux dans le mois qui suit la prise en charge de l'activité.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prescrites par l'article 34.1 du décret susvisé du 21 septembre 1977 modifié.

Article 6 :

Conformément à l'article L.514 6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir au jour où la présente décision a été notifiée.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :


Le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime, le maire de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services incendie et secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY.

Un avis sera inséré aux frais de la société dans deux journaux d'annonces légales du département.

Rouen, le 19 AVR. 2004

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

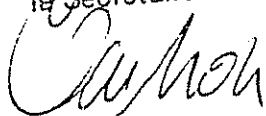

Claude MOREL

19 AVR. 2004

19 AVR. 2004

Page 1

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,



Jean de MOREL

Prescriptions complémentaires
annexées à l'arrêté préfectoral en date du

SAINT-GOBAIN ISOVER
18, avenue d'Alsace
92400 COURBEVOIE

Usine de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
Rue Michel Poulmarch
B.P. 478
76806 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

N° SIRET : 312.379.076.00051

Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 décembre 2001 réglementant les activités de fabrication de laine de roche exercées par la société ISOVER SAINT GOBAIN sur la commune de SAINT-ETIENNE DU ROUVRAY sont complétées et modifiées par les prescriptions suivantes :

1) La liste des installations présentée au paragraphe 1.2 est modifiée de la manière suivante pour ce qui concerne les rubriques 2940 et 1180-1 :

N° de Rubrique	Régime	Désignation des installations	Description des activités
2940-2	Autorisation 1 km	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit... sur support quelconque, lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...), la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant supérieure à 100 kg/j.	Application par pulvérisation de 5 t/j de liant formo-phénolique
1180-1	Déclaration	Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 litres de polychlorobiphényles (PCB) ou polychloroterphényles (PCT)	5 transformateurs contenant au total environ 3 500 litres de PCB

2) Le troisième alinéa 3.1.9 est remplacé par :

..., l'exploitant remettra à l'inspection des installations classées un bilan des eaux de refroidissement (prélèvements et rejets, débits, utilisations ...).

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé en continu. Ces résultats sont portés sur un registre informatisé.

3) Les dispositions du paragraphe 3.1.12.3 sont complétées comme suit :

A dater du 1er juillet 2004, le rejet des eaux résiduaires en Seine doit respecter les caractéristiques suivantes ainsi que les valeurs limites définies dans le tableau suivant, sur effluent brut non décanté et avant toute dilution :

- débit maximal journalier (par temps sec) : 1 000 m³ sur 24 heures,
- moyenne mensuelle maximale du débit journalier (par temps sec) : 750 m³/jour
- débit maximal instantané (par temps sec) : 58 m³/h,
- pH (norme NF T 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30°C.

Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)	Flux maximal (en kg/jour)
Matières en Suspension Totales : MEST (norme NF EN 872)	35	30
Demande Chimique en Oxygène : DCO (norme NFT 90 101)	125	60
Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours : DBO5 (norme NFT 90 103)	30	24
Azote Kjeldhal (norme NF 25663)	10	8,57
Indice phénol (norme XP T 90 109)	0,3	0,28
Hydrocarbures totaux : HCT (norme NFT 90 114)	5	4,29
Fer (norme NF T 90 017)	5	3,6

4) Les dispositions du paragraphe 3.2.3 sont complétées comme suit :

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (incident, dysfonctionnement, entretien, réglages...) ne doit pas excéder 250 heures par an. Cette durée maximale inclut les phases de démarrage et de mise en exploitation.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant les fabrications concernées. Dans ce cas, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des mesures prises.

L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

5) Les dispositions du paragraphe 3.2.6 « rejets » sont modifiées comme suit :

- La mention « ramenées à 9 % de O₂ sur gaz sec » est supprimée pour les concentrations maximales fixées en sortie de la cheminée « environnement ».

- La 2^{ème} phrase de l'alinéa 3 est remplacée par : « Les valeurs limites en concentration sont exprimées en Nmg/m³ sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 9 % en volume pour les émissions de la cheminée « cubilot 400 » ».

6) Les dispositions du paragraphe 3.2.7 sont complétées comme suit :

- le deuxième alinéa est complété comme suit :

L'exploitant doit réaliser une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées en sortie des cheminées « Cubilot » et « Environnement »

- le troisième alinéa est complété comme suit :

Une mesure en permanence des émissions d'oxydes de soufre (concentration et flux) est mise en place en sortie de la cheminée "Cubilot", dès lors que la valeur du flux mesuré dans le cadre des contrôles prévus au paragraphe précédent dépasse 20 kg/h

Cette mesure sera réalisée dès le 1^{er} juillet 2004 si le flux d'oxydes de soufre au niveau de la cheminée « cubilot » mesuré à l'occasion du contrôle des émissions atmosphériques du 1^{er} semestre 2004 dépasse 20 kg/h.

Cette mesure peut être remplacée par un bilan matière mensuel fondé sur une mesure du débit et de la teneur en soufre du combustible. Dans ce cas, l'exploitant vérifie chaque semestre la bonne représentativité du bilan matière grâce aux mesures directes d'oxydes de soufre.

7) Le dernier alinéa du paragraphe 4.9 est remplacé par :

Avant le 31 décembre 2004, les installations sont mises en conformité avec les prescriptions de la circulaire et de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées et à celles de la norme NF-C1700. En particulier :

- les cheminées en toiture sont mises à la masse à l'extérieur par méplat,
- l'équipotentialité est réalisée entre l'armoire électrique, la cuve à oxygène et la clôture métallique.

8) Le premier alinéa du paragraphe 4.11 est remplacé par :

Avant le 30 juin 2004, l'exploitant remettra à l'inspection des installations classées :

- une étude technico-économique visant à réduire les risques d'incendie sur les cuves d'asphalte et à en limiter les conséquences,
- une étude technico-économique visant à évaluer l'intérêt d'une détection de gaz dans le local détente gaz.

un cloison coupe-feu de degré 2 heures est posée à côté du stockage d'huile en fûts, côté magasin emballage

9) L'exploitant transmettra au préfet, pour chaque année civile, et avant le 1^{er} avril de l'année suivante, une déclaration des émissions de l'installation, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.